



Échec des négociations sur le temps de travail. Et maintenant ?

(Tract n° 3 sur 3)

16/03/2022

Après l'échec de la négociation d'un nouvel accord Astreintes-Interventions BPCE-IT, la négociation d'un nouvel accord BPCE-IT sur le temps de travail vient d'échouer également : aucune des trois organisations syndicales représentatives (OSR) ne s'est déclarée signataire du projet de la direction.

Ces négociations étaient prévues dans l'accord Homère qui encadrait l'arrivée des salarié-es IPS-Natixis à BPCE-IT en 2021 mais remettait à plus tard les questions du temps de travail et des astreintes-interventions. **Il a été très vite évident pour les 3 OSR que les projets d'accords de la direction avaient pour but de « raboter » nos accords BPCE-IT, jugés trop généreux par rapport à ceux de Natixis, en particulier en introduisant notamment un tour de service dans l'accord astreintes-interventions en cas de carence de volontaires et en faisant passer le temps de travail annuel à BPCE-IT de 204 jours à 209 jours (208 jours après une tardive et ultime concession).**

La direction accuse à présent les OSR d'avoir bloqué les négociations et affirme qu'elle avait « encadré » le tour de service et laissé la possibilité aux salarié-es actuels en décompte horaire ou en forfait-jours de rester à 204 jours. **Mais sur le fond (remise en cause du volontariat et augmentation du temps de travail conventionnel) elle n'a rien lâché : elle appelle cela un « marqueur de la direction »** (à ne pas confondre avec un blocage des négociations, nuance ... !).

La direction, qui a déjà évoqué en réunion une possible dénonciation de nos accords, ne va probablement pas en rester là, et il nous faudra rester très vigilants, car au moins une des trois OSR a précisé plusieurs fois que ces régressions étaient malvenues « en ce moment » ...

SUD-Solidaires, quoiqu'il arrive, refuse cette logique de « l'après moi le déluge » qui consiste à accompagner, en les encadrant, des régressions sociales dont l'application pleine et entière concernera surtout les futur-es embauché-es.

Et puisque la direction revendique des « marqueurs » en matières de temps de travail, SUD a aussi les siens et continue de revendiquer (avec la CGT) la semaine de 32 heures sur 4 jours !

Nous sommes d'ailleurs loin d'être les seuls à défendre une mesure qui est expérimentée dans de nombreux pays, et même ... en France ! Voici un petit tour d'horizon non exhaustif:

Quelques pays qui expérimentent actuellement le « four-day week » :

- L'Espagne, avec un fonds de 50 M€ pour mettre en place des projets pilotes (a)
- L'Islande où l'expérience menée semble avoir été un succès (b) et l'Ecosse (c)
- En Nouvelle Zélande, c'est une ONG à but non lucratif, 4 Day Week Global, qui organise des programmes pilotes dans plusieurs pays, dont un important programme regroupant 30 entreprises au Royaume Uni (d)

Quelques entreprises qui ont franchi le pas :

- En France : Bosch Rexroth à Vénissieux, depuis 22 ans ... (a), LDLC près de Lyon à l'été 2020 (e)
- Au Royaume Uni : 3 D Issue (g), Bolt (h), Buffer (i)
- Et ailleurs : Microsoft Japan, Toyota Suède (f), Telefonica en Espagne (a), Unilever en Nouvelle Zélande (j)

Bref, des pistes de réflexions pour nos « visionnaires » de BPCE-SA et de Natixis qui s'accrochent à l'éternel « travailler plus pour gagner plus » ...

Sources :

- (a) [Travailler 32 heures ou 4 jours par semaine ? Voici les arguments pour et les arguments contre \(ouest-france.fr\)](#)
- (b) [Four-day week 'an overwhelming success' in Iceland - BBC News](#)
- (c) [Scotland to trial a four-day week - BBC News](#)
- (d) [4 Day Week Global – The Future of Work](#)
- (e) [Les employés de l'entreprise LDLC vont passer à la semaine de 32 heures \(ouest-france.fr\)](#)
- (f) [La Suède, le pays des 32 heures | CGT](#)
- (g) [4-day week to become norm at 3D Issue](#)
- (h) [UK companies will test out four-day work week \(morningbrew.com\)](#)
- (i) [A Year And a Half Later. Here's How The Four Day Workweek is Going at Buffer](#)
- (j) [Ces entreprises qui passent à la semaine de quatre jours \(courrierinternational.com\)](#)

La délégation Syndicale SUD-Solidaires: Valérie ESPAGNET, Nathalie LEFEVRE-ES TEVES, Daniel THIRARD